

Je n'en croyais pas mes oreilles que le ministre des Finances ait le culot de prétendre ici qu'il défend la cause de la démocratie. Pour pouvoir invoquer la démocratie, il aurait fallu que le ministre des Finances et le premier ministre fassent preuve de franchise et d'honnêteté avec les Canadiens aux dernières élections fédérales.

J'ai fait du porte-à-porte au cours de la dernière campagne électorale. J'ai entendu le ministre des Finances dire aux Canadiens que la nouvelle taxe ne rapporterait pas un sou de revenu additionnel. Le député de Mississauga-Sud et d'autres nous ont dit depuis que ce sera un vrai pactole.

Je voudrais citer brièvement ici les observations de Canadiens ordinaires qui en ont assez, et en venir plus particulièrement à cette résolution, car elle ne renvoie pas seulement à la politique fiscale destructrice qui va nous achever, la prétendue politique budgétaire, mais aussi à la politique monétaire qui nous ramène directement au travail qu'a accompli le ministre du Commerce extérieur en bradant notre pays. Je regrette que le député de St. John's-Ouest ne soit plus ici, car voici une résolution très claire, concise, directe par laquelle nous demandons à la Chambre de condamner le gouvernement pour avoir planifié et mis en oeuvre la première récession d'origine canadienne.

Je voudrais vous renvoyer à l'allocution qu'a prononcée mon collègue, le député d'Essex-Windsor. Il a dit comme nous que c'était la première récession authentiquement canadienne, mais il n'a pas cessé par ailleurs de la relier à celle que l'économie et le marché mondial ont traversée en 1981.

Le ministre des Finances a eu le culot tout à l'heure de m'inviter, moi la députée de la circonscription d'Hamilton-Est où se trouvent le plus grand nombre d'aciéries, à donner mon appui à la politique fiscale et monétaire de son gouvernement. Ceux qui étaient ici pendant le débat sur le libre-échange se souviennent que, dès le début, Clayton Yeutter a dit que son gouvernement n'envisagerait de libéraliser les échanges que lorsque la valeur du dollar canadien s'approcherait de celle du dollar américain. Nous avons alors demandé très franchement à l'Association canadienne des producteurs d'acier quel serait l'effet d'un dollar à 85c. US. L'association a dit qu'elle était incapable de répondre à cette question hypothétique.

Les crédits

Quand sera réglée la grève en cours à la Stelco, qui prive des milliers de travailleurs de ma collectivité et leurs familles de leur source régulière de revenu, et à cause du climat économique que créent les politiques fiscale et monétaire du gouvernement, je m'attends à ce que des centaines sinon des milliers d'employés de la Stelco perdent leur emploi.

Je n'en croyais pas mes oreilles quand j'ai entendu le critique du Nouveau Parti démocratique louer le travail de la Banque du Canada et dire qu'elle était respectée. Je ne sais pas de qui il appuie la politique monétaire, mais celle de la Banque du Canada, avec la complicité du ministre des Finances et du premier ministre, mène le pays à sa première récession authentiquement canadienne. Tout a commencé avec l'Accord de libre-échange et la décision ferme du gouvernement de laisser la valeur du dollar canadien se rapprocher de celle du dollar américain. Cela continue avec la politique fiscale qui fait perdre leur emploi à des milliers de Canadiens.

• (1700)

Le ministre des Finances, aux abois, dit qu'il faut mettre de l'ordre dans les finances publiques. J'essaie par mes faibles moyens de savoir combien de millions de dollars en fonds publics ont été versés aux entreprises canadiennes qui sont parties s'installer aux États-Unis: Firestone, Variety Corp., Tridon.

Les parlementaires à la Chambre des communes n'ont pas même le droit d'aller demander à ces sociétés d'ouvrir leurs livres pour trouver les réponses aux grandes questions que se posent les contribuables sur l'utilisation de leur argent. Variety Corp: des prêts et des garanties de centaines de millions de dollars, à la condition que la société garde son siège social au Canada. Elle déménage pourtant au sud de la frontière. Tridon, dont les fonds consacrés à la technologie sont puisés à même les poches des contribuables canadiens pour produire des lames et des réflecteurs mis en marché dans le monde entier, se prépare maintenant à déménager toute cette technologie rentable dans le sud des États-Unis. C'est exactement le scénario que nous avons prévu au début de cette récession purement canadienne que nous ont infligée le ministre du Commerce extérieur, le ministre des Finances et surtout le premier ministre.